



Appel à contributions

N° 11, 2020, spécial patrimoine industriel

Retour de manivelle

Quelle place pour les outils et machines dans l'étude et la valorisation du patrimoine industriel ?

<https://journals.openedition.org/pds/>

Depuis quarante ans, la reconnaissance des vestiges de l'industrie comme biens culturels, leur distinction comme éléments du patrimoine commun s'est progressivement imposée, à force d'étude et de luttes, à l'échelle internationale¹. Devant les questions – et angoisses – suscitées par la mutation systémique contemporaine, ils cristallisent des conflits de mémoire, suscitent des réflexes variés de conservations individuelles ou associatives, s'insèrent dans les circuits touristiques, inspirent les artistes qui les explorent ou choisissent d'y loger, motivent certains élus, programmistes et architectes qui entreprennent de les reconverter, se retrouvent au cœur des enjeux de politiques urbaines, soulèvent enfin, dans certains cas exemplaires, de profonds mouvements d'adhésion citoyenne conduisant à la distinction officielle de vastes « paysages de la production ». En France, malgré la permanence des démolitions, la modestie des protections légales et certaines « reconversions » discutables – invitant à toujours plus de vigilance –, ces ateliers, usines qui faisaient figure de « nouveaux patrimoines » ont sans doute conquis leur rang parmi les témoins indispensables de notre culture matérielle².

En amont de la patrimonialisation, la démarche scientifique de l'archéologie industrielle s'était fixée comme dessein la compréhension globale des lieux d'industrie, à partir du terrain, depuis les enveloppes bâties et leurs infrastructures jusqu'aux machines et outillages appréhendés dans leur relations aux gestes du travail, aux savoir-faire techniques, à la mémoire du travail. Du matériel à l'immatériel en somme. Mais force est de constater que face à l'urgence des démolitions et à la difficulté de concilier institutionnellement, autant du côté de l'Université

que de celui des services patrimoniaux, les compétences de l'ethnologue et de l'historien du bâti, l'approche traditionnelle de l'inventaire architectural est demeurée majoritaire. Les services de l'Inventaire général, en particulier, ont forgé leurs pratiques durant les premières décennies de mise en œuvre du repérage du patrimoine industriel lancé par le Ministère de la Culture dans les années 1980³. Il s'agissait alors de mener, assez rapidement, un inventaire exhaustif des établissements industriels sur l'ensemble du territoire français. L'architecture industrielle s'est retrouvée au cœur des opérations. Grâce à cette approche, des noms d'architectes et d'ingénieurs sont désormais attachés à certaines usines, favorisant parfois la protection des édifices.

Au début des années 1990, le besoin s'est imposé, au sein du ministère de la Culture, de porter une réflexion sur la qualification des outils et machines de production et d'élaborer une méthode de classification hiérarchisée. Malgré cet effort, il existe un déficit d'étude des outils et machines de production et, par conséquent, de protection officielle du mobilier industriel⁴. Si l'on déplore souvent leur disparition au moment des enquêtes, la difficulté majeure réside dans la méthodologie à déployer face à sa disparition partielle, à son abondance ou à la diversité de ses échelles – jusqu'au gigantisme de certains équipements. La machine de production peut être isolée et étudiée en tant qu'objet, selon l'approche des CAO. Toutefois, comme l'enveloppe qui la contient, le mobilier industriel doit se concevoir comme un outil de production. Il fait partie d'une chaîne plus ou moins élaborée : certaines chaînes de fabrication ne nécessitent que peu de machines, parfois deux suffisent pour assurer le cycle dans un espace qui relève de l'atelier, alors qu'à l'opposé l'usine concentre un ensemble de machines complexes, souvent imbriquées, dont le fonctionnement n'est pas immédiatement intelligible et qui témoigne, en cela, d'une manière particulière de produire. Comment rendre compte de la chaîne opératoire, et plus largement du système productif dans lequel s'inscrit la machine ? Comment apprécier son environnement : le bruit, les risques, la coopération et le contrôle ? Comment enregistrer les savoir-faire notamment à travers les gestes qui lui sont liés⁵ ?

Replacer ici la machine, les outils et les hommes au centre du cercle ne consiste pas à négliger l'enveloppe architecturale, mais simplement à réaffirmer la prééminence de la chaîne opératoire dans la hiérarchie patrimoniale. Ce constat est d'autant plus vrai en Occitanie, région marquée par l'invisibilité d'une grande partie de son patrimoine industriel bâti, dû à la perméabilité entre architecture industrielle et architecture domestique : une industrie diffuse, fondue et difficile à évaluer dans le

paysage urbain. Or malgré la désindustrialisation, le patrimoine technique y demeure présent⁶.

Comment et dans quelles circonstances nous est-il parvenu ? Quelle est la part des machines déplacées et des conservations *in situ* ? Pourquoi et comment conserver des outils et machines frappés d'obsolescence ? On prendra au sérieux les objets déménagés sur les places et jusque sur les ronds-points devenus identitaires⁷. En Occitanie, comme ailleurs, nombreux sont les musées possédant une collection de machines-outils. Certains ont pris le parti de montrer leur fonctionnement aux visiteurs (forges de Pyrène à Montgaillard, musée départemental du textile à Labastide-Rouairoux, filature Ramond à Lacaune, musée vivant de La Filature des Calquières à Langogne, musée du textile et du peigne en corne à Lavelanet). D'autres trouvent leur origine dans la mobilisation des anciens ouvriers, permettant la conservation et la valorisation *in situ* des machines et des process (musée du Saut-du-Tarn à Saint-Juéry, Maison du Mineur à La Grand-Combe). Aux musées, il faut ajouter les entreprises qui possèdent encore un parc de machines, parfois anciennes. Nombre d'entre elles ont fait le choix, ces dernières années, de les (ré)utiliser pour leur production, façonnant ainsi une identité autour des savoir-faire anciens (Arsoie-Cervin à Sumène, tannerie Valeix à Bédarieux, Les toiles du soleil à Saint-Laurent-de-Cerdans)... Comment, dans ce cas, le ferrailage – pourtant si lucratif et surtout exigé de tout « manager de transition » chargé de fermer ou de moderniser un site – a-t-il pu être évité ? Enfin, quel sort les programmes et projets de « recyclage » du patrimoine industriel ont-ils réservé aux vestiges techniques : oscille-t-on, ici comme ailleurs, entre discours pédagogique et « artialisation », entre l'imaginaire de la renaissance et le récit de la production ?

La revue *Patrimoines du Sud* souhaite contribuer à un état des lieux de ces initiatives et participer aux réflexions sur l'évolution de la notion de patrimoine industriel.

Sans ambition d'exhaustivité, de nombreux thèmes pourront être abordés :

- approche épistémologique du patrimoine technique : définition, évolutions du vocabulaire, enjeux.
- histoire des techniques industrielles : monographies de sites ou approche par branches.
- protection, conservation et restauration du patrimoine technique⁸ : quelles protections légales pour le mobilier industriel ? Quel devenir une fois les machines protégées ? Quels lieux d'accueil pour la conservation du patrimoine technique (entreprises, friches, musées

de site, musées, bâtiments reconvertis) ? Quelles difficultés rencontrées (restituer une chaîne opératoire, faire fonctionner, restaurer) ?

- valorisation du patrimoine technique : quelles attentes et quels publics (connaissance, tourisme, marketing industriel, marketing territorial) ? Choix de valorisation : « Ronds-points identitaires » (machine exposée), etc. La sauvegarde par l'image : arts plastiques, photographie, modélisation 3D.
- acteurs de la connaissance et de la préservation du patrimoine technique : Drac, Universités, collectivités, associations, entreprises ? Quelles disciplines convoquées (histoire, sciences de l'ingénieur, ethnologie...) ? Quels liens entre acteurs anciens (ouvriers, associations) et « nouveaux acteurs » (médiateurs du patrimoine, touristes) ?

Modalités de soumission

Patrimoines du Sud ne publie que des contributions inédites.

Le présent appel à contributions est publié le **9 mai 2019**. Il s'adresse aux étudiants chercheurs, aux chercheurs, aux professionnels du patrimoine et aux associations. Le territoire de la région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée est le périmètre d'investigation de la revue *Patrimoines du Sud* mais les approches comparées d'une autre région géographique avec celle d'Occitanie sont les bienvenues. Il n'y a pas de limites chronologiques imposées.

Le pilotage scientifique de ce numéro est assuré par Jérôme Bonhôte, Lisa Caliste, chercheurs, service Connaissance et Inventaire des Patrimoines, Région Occitanie, et Nicolas Pierrot, conservateur en chef du patrimoine, Région Ile-de-France / Centre d'Histoire des Techniques de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (IHMC).

Il est à noter que les auteurs peuvent bénéficier de l'aide d'un photographe professionnel et d'une cartographe. S'agissant d'une revue numérique, il n'y a pas de limites de caractères. Un soin particulier est attendu pour les illustrations (cf. Recommandations aux auteurs).

Les propositions de contribution sont souhaitées pour le **22 juillet 2019**, dernier délai. Le projet d'article devra être exposé en une page maximum, comporter un titre provisoire ainsi qu'une ébauche de plan. Les auteurs recevront l'avis du comité de rédaction pour le **2 août 2019**.

Les propositions sont à envoyer aux responsables du numéro 11 :
jerome.bonhote@laregion.fr ; lisa.caliste@laregion.fr ;
nicolas.pierrot@club-internet.fr

Les auteurs dont les propositions ont été retenues devront rendre leur article avant le 1^{er} décembre 2019, délai de rigueur.

¹ Parmi une abondante bibliographie, voir récemment : HACHEZ-LEROY, Florence (édit.). *Le patrimoine industriel au XXI^e siècle, Nouveaux défis*. Actes du congrès TICCIH Lille Région 2015. CILAC, septembre 2018 ; FLUCK, Pierre. *Manuel d'archéologie industrielle*. Sl., éd. Hermann, 2017 (préface de Denis Woronoff) ; GARÇON, Anne-Françoise ; CARDOSO DE MATOS, Ana ; FONTANA, Giovanni Luigi (édit.). *L'aluminium et la calebasse. Patrimoines techniques, patrimoines de l'industrie en Afrique*. Paris, UTBM/Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2013.

² Collectif. « Quarante ans de patrimoine industriel en France », *Patrimoine industriel*, n° 66/67, CILAC, 2015.

³ GASNIER, Marina. *Patrimoine industriel et technique. Perspectives et retour sur 30 ans de politiques publiques au service des territoires*. Inventaire Général du Patrimoine Culturel. Lyon, Lieux Dits, 2011.

⁴ Voir la dernière mise au point : BUFFA, Géraud. « Taper sur la machine ? ». *Patrimoine industriel*, n° 66/67, CILAC, 2015, p. 164-175.

⁵ Voir récemment BOUILLON, Didier ; GUILLERME, André ; MILLE, Martine ; PIERNAS, Gersende (dir.). *Gestes techniques, techniques du geste*. Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2017.

⁶ Lors des rencontres qui ont eu lieu ces dernières années en Occitanie, les interventions sur le patrimoine mobilier de l'industrie restent pourtant l'exception ; voir *Le Patrimoine industriel en Lozère : mines, tissage, métallurgie, patrimoine bâti, transports, filature*. Actes du colloque tenu aux Archives départementales de la Lozère du 1^{er} au 3 septembre 1994. Mende, archives départementales de la Lozère, 1995 ; MARTY, Nicolas ; CASTANER MUNOZ, Esteban (dir.). *L'histoire et le patrimoine de la société industrielle en Languedoc-Roussillon – Catalogne. Les enjeux de la recherche et de la conservation*. Actes du colloque international Perpignan, Paulilles novembre 2003. Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2007 ; *L'industrie en Midi-Pyrénées : de la préhistoire à nos jours*, 57^e congrès régional de la Fédération historique de Midi-Pyrénées. Actes du colloque de Sorèze, 23, 24 et 25 juin 2006. Albi : Fédération des Sociétés intellectuelles du Tarn, 2007 ; *Archéologie et patrimoine industriels dans le Bas-Languedoc oriental des années Colbert aux années Pompidou*. Actes du colloque tenu à Nîmes du 17 au 20 avril 2013. Nîmes, Les éditions de la Fenestrelle, 2013 ; de même, dans le dossier consacré au patrimoine industriel de la revue *Midi-Pyrénées Patrimoine*, parue en mars 2005. Il ne faudrait pas omettre les apports des archéologues sur cette question ; voir notamment : TEREYGEOL, Florian. « L'apogée de la mouline : Castel-Minier au XVI^e siècle ». Colloque *Les chemins du fer en Belledonne*. Actes du colloque 22-25 mai 2013. Sl, sn, 2016, p. 105-112.

⁷ Cette question a dernièrement été traitée dans la revue *e-Phaïstos* : GARÇON, Anne-Françoise. « [Éditorial](#) », *e-Phaïstos* [En ligne], VI-2 2017 | 2018, mis en ligne le 16 novembre 2018 ; ROJAS, Luc. « [Le chevalement, un objet technique : l'exemple du chevalement du puits du Marais](#) (Le Chambon-Feugerolles, France) » (id.).

⁸ Dans la lignée des travaux parus ces dernières années : *La Conservation du patrimoine technique et industriel*. Actes du colloque du Centre historique minier de Lewarde, 6-8 mars 2002. Lewarde : Centre Historique Minier, 2002 ; LASSERE, Odile et CUENCA, Catherine (dir.). « Quels patrimoines et musées techniques et industriels pour demain ? ». *Musées et collections publiques de France*, n° 256 et 257, 2009.